

DOSSIER D'ENGAGEMENTS

Nous appelons les candidat·e·s aux élections législatives de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre aux enjeux écologiques, sociaux, et économiques auxquels l'Humanité est confrontée, dans une perspective de solidarité internationale, et ainsi à s'engager solennellement à :

Proposition n°1 : Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Je m'engage	<input checked="" type="checkbox"/>	Je ne m'engage pas	
La fraude et l'évasion fiscale sont un fléau qui privent l'intérêt général de financement pourtant indispensable.			

Proposition n°2 : En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

Je m'engage	<input checked="" type="checkbox"/>	Je ne m'engage pas	
C'est une question de justice fiscale. Les niches qui n'ont pas de raison d'intérêt général et/ou environnemental doivent être supprimées : privilégier une minorité au détriment du plus grand nombre et contraire au sens républicain et démocratique			

Proposition n°3 : Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

Je m'engage	<input checked="" type="checkbox"/>	Je ne m'engage pas	
Je me suis déjà engagé sur la même proposition auprès de l'ONG ONE. Je prône la coopération et l'aide entre les peuples et combat les oppositions entre territoires, du plus basin de vie aux nations et groupes de nations. De toute façon, c'est une question de survie de notre planète et de l'espèce humaine.			

Proposition n°4 : Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

Je m'engage	Je ne m'engage pas
<p>Il faut faire marche arrière toute sur la prédation des richesses produites par une minorité au détriment, et souvent de la survie, des plus de 6 milliards et demi d'êtres humains et aussi de notre écosystème, le seul connu permettant notre vie et notre développement. Nous ne pouvons plus prélever à notre planète plus de ressources qu'elle n'est capable de reproduire, sinon les effets sur la biodiversité, la circulation générale de l'atmosphère comme des océans en seront violemment perturbés avec des conséquences dramatiques pour l'humain, mais aussi la faune et la flore.</p>	

Proposition n°5 : Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

Je m'engage	X Je ne m'engage pas
<p>Je suis pour une politique de coopération.</p>	

Proposition n°6 : D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

Je m'engage	X Je ne m'engage pas
<p>C'est une nécessité absolue. Il faut pour cela dès à présent investir massivement dans les nouvelles technologies des énergies renouvelables. A Lannion, il faut sauver et développer l'entreprise SILLIA, fabricant de panneaux solaires.</p>	

Proposition n°7 : Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
La terre est a privilégier pour nous nourrir et une réelle transition énergétique doit trouver ses sources d'énergie, certes de manière renouvelable, mais sans empreinte écologique et sans empiéter sur nos ressources alimentaires. Nourrir la planète sera sans doute un défi, ne brûlons pas en agrocarburant nos calories !			

Proposition n°8 : Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
Le réchauffement climatique n'a ni frontière, ni critères sociaux ou sociétaux. Limiter les émissions de CO2 et de méthane dans l'atmosphère ne peut être qu'un objectif commun à tous les États et il est de la responsabilité des plus riches et des plus avancés technologiquement d'aider les autres a tenir ces objectifs. Au-delà d'ailleurs de la seule lutte contre le dérèglement climatique, la coopération et la solidarité entre les peuples et les États doivent être des marqueurs pour des sociétés progressistes.			

Proposition n°9 : S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
C'est complémentaire à la réponse sur les agrocarburants.			

Proposition n°10 : Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union Européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
Je crois à la nécessité de doter l'ONU de réels moyens de décisions et d'interventions ; les outils sont là : FAO, OMS, OMM, OIT, HCR, UNESCO, PNUD ou GIEC ; reste les volontés politiques humaines.			

Proposition n°11 : Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union Européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
C'est un exemple concret de ceux que la coopération et la solidarité peut permettre de réaliser. Et puis l'homme à toujours été mobile et le fait que nous soyons plus nombreux n'est nullement un obstacle à cette mobilité. Maintenant elle doit devenir plus choisie et non imposée par les guerres, les famines et les impacts du dérèglement climatique. Le sol n'est la propriété de personne, nous ne sommes qu'occupant temporaire!			

Proposition n°12 : Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union Européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
De même, cette proposition est une concrétisation du principe de coopération et de solidarité qui veut que tout être humain est d'abord une femme ou un homme avant d'être un « ressortissant » d'un état.			

Proposition n°13 : Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
<p>Pour qu'une société soit coopérante et solidaires, ce n'est pas qu'une responsabilité de sa gouvernance et de son peuple, mais aussi de tout ces acteurs, y compris l'entreprise. Surtout dans un monde où l'accumulation des richesses par une minorité se développe, il faut imposer aux multinationales les règles que nous adoptons. La responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise privée doit être inscrite au plus haut dans nos règles de vies communes.</p>			

Proposition n°14 : Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
<p>C'est en imposant des règles et principes communs que nous pourrons, par la dissuasion, combattre les abus et les impacts. Réguler et réglementer n'est pas un obstacle aux libertés quand l'objectif et les résultats sont la satisfaction des besoins du plus grand nombre, la protection de notre écosystème et la solidarité mla norme des relations humaines.</p>			

Proposition n°15 : Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

Je m'engage	X	Je ne m'engage pas	
<p>Les principes de solidarités et de respects mutuel doit nécessairement commencer par la première discrimination qui existe en les êtres humains, celui de l'inégalité des droits, de liberté et d'autodétermination des femmes par rapport aux hommes ; c'est seulement cela acquis que la solidarité entre peuples, Etats et civilisations différentes pourra être réalisable.</p>			

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

NOM, Prénom, Département

DUMONT Benoît, Côtes d'Armor

Date : 9 juin 2017

Signature



Merci de retourner ce dossier d'engagements **AVANT LE 11 JUIN 2017** à :

Contact local

Nom et prénom (réfèrent plaidoyer local) :

FISCHER Daniel

Adresse postale :

2 allée du Ruisseau

22500 - PAIMPOL

Adresse mail pour envoyer le dossier :

plaidoyerlocal@ccfd-terresolidaire.org

copie à :

d.fischerccfd@laposte.net

Téléphone :

06 76 26 67 06

Nom, Prénom, Département : DUMONT Benoît, Côtes d'Armor